



La classe ouvrière, la gauche et le PCF

Michel Pigenet

► To cite this version:

Michel Pigenet. La classe ouvrière, la gauche et le PCF : retour sur une relation historique. 2012, pp.10-12. halshs-00775954

HAL Id: halshs-00775954

<https://shs.hal.science/halshs-00775954>

Submitted on 14 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La classe ouvrière, la gauche et le PCF ; retour sur une relation historique

Michel Pigenet

Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Paris 1/CNRS)

Le Parti communiste, la gauche, la classe ouvrière... Longtemps, l'énumération est allée de soi, telle une relation d'évidence. Les trois dernières décennies en ont rappelé le caractère historique, donc, transitoire, marqué au coin d'une singularité nationale. Le communisme distingua la France, en effet, du reste de l'Europe occidentale, Italie exceptée, par sa longue prépondérance à gauche. Paradoxalement, si cette situation coïncida avec « l'ouvriérisation » maximum des Trente glorieuses - 41 % des actifs en 1962, 8,6 millions en 1975 -, la France ne figura jamais, pas plus que l'Italie, dans le peloton de tête des sociétés les plus ouvrières du continent. De fait, entre 1946 et la fin des années 1970, la proportion des ouvriers favorables au PCF, toujours supérieure au tiers, frôla souvent la moitié. Au-delà du PCF, la classe penchait massivement à gauche : 68 % en 1967, 70 % en 1981, soit 22 à 13 points de plus que l'ensemble des électeurs. Or, si le PS et le PCF se voulurent « partis de classe », l'ancrage politique des ouvriers leur était antérieur, à l'instar du clivage gauche/droite issu de la Révolution française. Les modalités et les acquis de celle-ci, puis les temps forts des combats politiques ultérieurs ont érigé le volontarisme en quasi-principe républicain, condition de sa réception dans les milieux populaires auprès desquels la République apparut comme le cadre approprié d'une démocratisation permanente tendue vers l'idéal de bonheur pour le plus grand nombre.

Très tôt, la cause républicaine eut des adeptes chez les ouvriers séduits par ses promesses d'égalité et d'émancipation. En 1830 comme en 1848, les travailleurs prirent place sur les barricades, mais les répressions qui mirent fin aux effervescences politiques et sociales des lendemains de révolution rompirent souvent les fils tissés avec les républicains d'origine bourgeoise. La première expérience du suffrage universel permit malgré tout l'émergence d'une opinion « rouge », aux yeux de laquelle la « vraie » République devait être démocratique et sociale, forte, en 1849, du soutien de près de 25 % des voix recueillies dans les villes ouvrières et auprès de larges fractions du petit peuple des campagnes. Le coup d'Etat de 1851 défit les convergences esquissées. Sous l'Empire, les appels au séparatisme électoral n'eurent guère d'écho, à la différence de la voie syndicale, plus adaptée à l'expression directe des revendications ouvrières, mais dont les liens avec l'AIT préparèrent la Commune. Bref, l'épisode se conclut par la décapitation du mouvement ouvrier qui, couplée aux priorités de la défense républicaine, atténua l'insertion du social dans les luttes politiques avant la fin des années 1870. A priori, le terrain électoral n'était pas le plus propice aux succès de partis de classe dans un pays où les ouvriers restaient minoritaires. A l'exception des circonscriptions faubouriennes de grandes villes ou des bassins miniers, l'électorat ouvrier, dilué, n'était pas en mesure d'assurer la désignation de « ses » représentants. Les connivences et références partagées au fil des luttes politiques aidant, cette faiblesse numérique fut toutefois compensée par la multiplicité des passerelles que le dégradé des conditions mouvantes et poreuses du salariat hexagonal maintenait avec le reste des classes populaires. Les progrès électoraux obtenus sur cette base orientèrent les socialistes sur une pente institutionnelle. C'est contre ce processus d'intégration que réagit le syndicalisme révolutionnaire. Au plus fort de son influence d'avant la Première Guerre mondiale, un tiers des ouvriers votaient socialiste. Beaucoup maintenaient leur confiance aux radicaux, ces autres héritiers des « rouges », mais les politiques sociales municipales pouvaient conduire des travailleurs à soutenir, par exemple au Havre ou à Rouen, les républicains modérés. Le

paternalisme patronal entretenait des inclinations plus droitières, notamment en Lorraine sidérurgique ou au Creusot. Quant aux ouvriers de Mazamet, cégétistes et catholiques, ils votaient régulièrement à droite contre leurs employeurs républicains et protestants.

Au vrai, la politique instituée, portée à l'abstraction et à la rhétorique, imprégnée de juridisme, tournée vers l'expression d'opinions individuelles, est aux antipodes de la culture ouvrière fondée sur le concret, l'immédiat, la proximité, le quotidien et le collectif. Ni linéaire ni unilatérale, la politisation ouvrière relève moins de l'acculturation que de la réappropriation active. C'est à partir de leurs valeurs et attentes que les ouvriers usent des ressources de la politique pour en modifier les objectifs et les modalités dans le sens d'une « politique ouvrière » accordée à l'éthique du « faire ». A distance défiante, des politiciens et de la politique institutionnelle, elle oppose le contre-modèle d'une politique « en acte » et « directe » dont les fondements sociologiques et anthropologiques ne préjugent pas d'affinités partisans, mais purent entrer en résonance avec le volontarisme et les ambitions sociales de la gauche.

Dans la longue durée de cette relation, la singularité du PCF fut de réaliser, un temps, l'improbable synthèse de la « politique ouvrière » et de la politique institutionnelle à travers l'assimilation de son identité partisane à celle de la classe. Le PCF se dota en conséquence, dans les douleurs de la bolchevisation exigée par Moscou, des moyens de ses objectifs. A compter de 1924-1925, il ne cessa de privilégier la promotion de militants ouvriers et l'action en direction des usines et des quartiers populaires. La rupture introduite par cette manière d'ériger l'illégitimité culturelle et sociale en critère de légitimation politique forgea une culture et une sensibilité partisane inédite. Alors même que les lignes et le fonctionnement changeaient, la constance de son « ouvriérisme » garantissait la vigueur de l'ancrage du PCF dans la société française aux grandes heures de la seconde industrialisation et de l'Etat social. La radicalisation consécutive au choc de 1968 et le renouvellement du recrutement bousculèrent les équilibres sur lesquels reposait la spécificité du communisme hexagonal. La gestion maîtrisée des tensions inhérentes à la délicate synthèse sociopolitique aux fondements du PCF s'enraya, provoquant une série de crises internes sur fond de bouleversements sociaux. L'ouvriérisme communiste vira au handicap dès lors que l'image de l'ouvrier et le sentiment d'appartenance de classe se dégradaient. Le retour au gouvernement rongea la crédibilité du Parti, force d'appoint d'un pouvoir organisant la dérégulation social-libérale. Contemporain du détachement progressif des ouvriers de la gauche en général, la séparation du vote ouvrier d'avec le vote communiste s'accéléra au fur et à mesure que le recul du PCF laminait son attractivité. Non inscription électorale, abstention, vote de repli protestataire dont la stigmatisation favorisait une identification moins attachée à la rhétorique de droite extrême qu'au volontarisme politique hors de saison à gauche. Le vote ouvrier perdait en cohérence plus qu'il ne s'effaçait. On le vérifia lors du référendum de 2005, non sans une ambiguïté que la gauche, PCF compris, se révéla incapable de travailler. Mais ne préjugeons pas des suites d'une histoire qui reste ouverte.